



*Délai référendaire: 20 janvier 2022*

---

## **Loi fédérale sur des mesures de promotion civile de la paix et de renforcement des droits de l'homme**

### **Modification du 1<sup>er</sup> octobre 2021**

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*  
vu le message du Conseil fédéral du 13 décembre 2019<sup>1</sup>,  
*arrête:*

I

La loi fédérale du 19 décembre 2003 sur des mesures de promotion civile de la paix et de renforcement des droits de l'homme<sup>2</sup> est modifiée comme suit:

#### *Préambule*

vu les art. 54, al. 1, et 173, al. 2, de la Constitution<sup>3</sup>,

#### *Titre précédant l'art. 1*

### **Section 1   Objet**

*Art. 1, titre et al. 3*

#### *Abrogé*

<sup>3</sup> La présente loi règle en outre le statut, le financement, les tâches et l'organisation de l'institution nationale des droits de l'homme (INDH) de la Suisse.

1   FF 2020 493

2   RS 193.9

3   RS 101

*Titre précédant l'art. 2*

## **Section 2** **Promotion civile de la paix et renforcement des droits de l'homme** **dans le domaine de la politique extérieure**

*Art. 2, phrase introductive*

Par les mesures de politique extérieure prévues à l'art. 3, la Confédération poursuit les objectifs suivants:

*Art. 3, titre et al. 1, phrase introductive*

Mesures de politique extérieure

<sup>1</sup> La Confédération peut accorder des aides financières dans le domaine de la politique extérieure et adopter d'autres mesures, telles que:

*Art. 4*                    Financement

Les moyens nécessaires au financement des mesures prévues à l'art. 3 sont accordés sous la forme de crédits-cadres pluriannuels.

*Art. 5, 2<sup>e</sup> phrase*

... Il commande à intervalles réguliers des évaluations des mesures prévues à l'art. 3 et remet un rapport à l'Assemblée fédérale pour chaque période de crédit.

*Art. 6, al. 1*

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral détermine les mesures à prendre en vertu de l'art. 3.

*Art. 7, al. 1*

<sup>1</sup> La Confédération coordonne les mesures prises en vertu de l'art. 3 avec les efforts de ses partenaires et, si possible, avec les mesures similaires d'autres prestataires suisses ou étrangers.

*Art. 9*                    Traitement des données

L'art. 2 de la loi fédérale du 24 mars 2000 sur le traitement des données personnelles au Département fédéral des affaires étrangères<sup>4</sup> s'applique par analogie au traitement de données en rapport avec les mesures prises en vertu de l'art. 3.

<sup>4</sup> RS 235.2

*Art. 10* Rapport

Le Conseil fédéral présente annuellement un rapport aux commissions compétentes de l'Assemblée fédérale sur les mesures prises et prévues en vertu de l'art. 3.

*Titre précédant l'art. 10a*

**Section 3 Institution nationale des droits de l'homme**

*Art. 10a* Forme et financement

<sup>1</sup> L'INDH constitue l'institution nationale des droits de l'homme de la Suisse au sens de l'annexe de la résolution 48/134 de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies du 20 décembre 1993 sur les Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris). Elle prend la forme d'une corporation de droit public.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral propose tous les quatre ans à l'Assemblée fédérale, après audition des cantons, un plafond de dépenses destiné au financement de l'organisation et des activités de l'INDH. L'objectif visé est que les cantons prennent en charge les coûts d'infrastructure et que l'INDH soit implantée dans une ou plusieurs universités.

<sup>3</sup> L'INDH publie chaque année un rapport d'activité. Celui-ci est transmis au Conseil fédéral et à l'Assemblée fédérale.

*Art. 10b* Tâches

<sup>1</sup> Dans le but de promouvoir et de protéger les droits de l'homme en Suisse, l'INDH assume les tâches suivantes:

- a. information et documentation;
- b. recherche;
- c. conseil;
- d. promotion du dialogue et de la coopération;
- e. éducation aux droits de l'homme et sensibilisation;
- f. échanges au niveau international.

<sup>2</sup> Elle peut fournir des prestations de services à des autorités et à des acteurs privés, en règle générale contre rémunération.

<sup>3</sup> Elle est indépendante dans l'exécution de ses tâches. Elle n'assume aucune tâche relevant de l'administration. Elle n'enregistre notamment aucune plainte individuelle et n'exerce aucune fonction de surveillance ou de médiation. Dans le cadre de ses attributions, elle décide elle-même de l'utilisation de ses ressources.

<sup>4</sup> Les membres de l'INDH sont soumis à l'obligation de garder le secret. Les informations reçues de tiers et les sources ne peuvent être divulguées publiquement ou transmises à des autorités, dans la mesure où la garantie de confidentialité a été donnée par l'INDH.

*Art. 10c*            Organisation

<sup>1</sup> Les organes de l'INDH sont l'assemblée des membres, le comité et l'organe de révision.

<sup>2</sup> L'assemblée des membres délibère sur l'orientation des activités de l'INDH. Ce faisant, elle tient compte des Principes de Paris.

<sup>3</sup> Les membres peuvent être des personnes physiques ou morales dont les activités sont liées à la protection et à la promotion des droits de l'homme. L'assemblée des membres décide des admissions sur recommandation du comité. La Confédération et les cantons peuvent être représentés à l'assemblée des membres, sans droit de vote.

<sup>4</sup> L'assemblée des membres nomme les membres du comité. Ceux-ci sont choisis de manière à garantir une représentation pluraliste des forces sociales engagées dans la protection et la promotion des droits de l'homme, et une représentation équilibrée des femmes et des hommes ainsi que des communautés linguistiques. La Confédération et les cantons peuvent être représentés au comité, sans droit de vote.

<sup>5</sup> À moins que la présente loi n'en dispose autrement, les dispositions pertinentes du code civil<sup>5</sup>, et en particulier les art. 60 à 79, s'appliquent par analogie à l'INDH.

*Titre précédant l'art. 11*

**Section 4      Dispositions finales**

II

*A l'entrée en vigueur de la modification du 19 mars 2021<sup>6</sup> de la loi du 7 octobre 2005 sur les finances<sup>7</sup>, l'art. 4 de la présente modification a la teneur suivante:*

*Art. 4*            Financement

Les moyens nécessaires au financement des mesures prévues à l'art. 3 sont accordés sous la forme de crédits d'engagement pluriannuels.

III

*A l'entrée en vigueur de la loi fédérale du 18 décembre 2020 sur le traitement des données personnelles par le Département fédéral des affaires étrangères<sup>8</sup>, l'art. 9 de la présente modification a la teneur suivante:*

<sup>5</sup> RS 210

<sup>6</sup> FF 2021 670

<sup>7</sup> RS 611.0

<sup>8</sup> RS ...; FF 2020 9625

*Art. 9*            Traitement des données

Les art. 18 à 20 de loi fédérale du 18 décembre 2020 sur le traitement des données personnelles par le Département fédéral des affaires étrangères<sup>9</sup> s'appliquent par analogie au traitement de données en rapport avec les mesures prises en vertu de l'art. 3.

IV

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Conseil des Etats, 1<sup>er</sup> octobre 2021

Le président: Alex Kuprecht  
La secrétaire: Martina Buol

Conseil national, 1<sup>er</sup> octobre 2021

Le président: Andreas Aebi  
Le secrétaire: Pierre-Hervé Freléchoz

Date de publication: 12 octobre 2021

Délai référendaire: 20 janvier 2022

<sup>9</sup> RS ...; FF 2020 9625

